

Fin juin, Guy Mollet sait habilement évincer le candidat Defferre et sa « grande fédération ». Début juillet, après un Comité Central (Arcueil 29-30 juin) qui ne résoud rien, nouvel appel à la direction de la S.F.I.O. qui refuse toute tentative d'accord. Ensuite, pendant les mois de juillet et d'août, notre direction semble totalement flottante. Vers la fin d'août, Jacques Duclos prononce ce chef-d'œuvre d'ambiguïté (à défaut d'originalité !) :

Pour le moment, le Parti Socialiste et les formations avec lesquelles il est en discussion, n'ont pas encore désigné de candidat. En présence de cette situation, notre Parti poursuit ses efforts pour aboutir à l'union la plus large. Et, s'il n'y parvenait pas, il travaillerait à réaliser l'entente de tous ceux qui sont favorables à l'établissement d'un programme commun, en présentant en temps opportun un candidat révolu à favoriser l'union des forces démocratiques.

Il est vrai que c'est l'époque des grandes fêtes-kermesses du Parti dans toute la France, et qu'il faut bien dire quelque chose, en donnant au militant de la base l'impression que la situation est si délicate qu'il faut réfléchir et que seule la direction peut posséder les éléments d'une solution à ce problème. La direction cherche, camarades, elle va trouver !

Le 3 septembre, le Bureau Politique se réunit. Que décide-t-il ? Que le « moment est venu » pour les formations démocratiques de prendre position. Rien de nouveau, sauf « le programme commun », qui, déjà transformé en « programme minimum commun », devient maintenant « programme minimum ou plate-forme commune ». Notre direction devient, avec le temps, de moins en moins exigeante !

Quelques jours plus tard on annonce pour deux semaines après le Comité Central de Drancy : il y aura trois points à l'ordre du jour, le premier étant la question de l'élection présidentielle, pour laquelle le nom du rapporteur n'est pas connu (alors que les deux autres rapporteurs sont déjà désignés).

Le 9 septembre Mitterand annonce sa candidature (qui sera soutenue le 16 par la S.F.I.O.). A partir de ce jour, et cela jusqu'au Comité Central de Drancy, paraissent dans l'Humanité des informations sans commentaires sur Mitterand à qui Waldeck écrit pour demander des précisions. On s'informe, quoi de plus naturel ?

Il est bien évident que la décision du Bureau Politique (ou de sa majorité) est déjà prise. Mais seules les directions s'écrivent, se rencontrent et négocient : les militants n'ont qu'à attendre la décision finale. Cependant Waldeck Rochet essaie d'amener cette décision avec douceur, et il commence à préparer l'esprit des militants à la recevoir. Le 18 septembre 1965, à une réunion qui se tient dans le 12^{ème}, pour soutenir André Wurmser il déclare (il ne manque plus que le nom de Mitterand) :

Les millions et les millions de voix qu'une candidature unique de la gauche obtiendrait à l'élection présidentielle pèseraient d'un poids décisif sur l'évolution de la situation politique en France.

Ces millions et ces millions de voix vont précisément devenir l'objectif de la campagne électorale.

Le 20 septembre, le « programme commun » pour une candidature commune n'est plus même « minimum », ni même « plate-forme commune » ; il est devenu « plate-forme acceptable ».

La veille du Comité Central de Drancy, on apprend que le rapporteur sur la question de l'élection présidentielle sera Waldeck Rochet et qu'une décision sera peut-être prise dès le premier jour (?).

Le 23 septembre, le Comité Central commence ses travaux (à huis clos). A l'issue de la réunion, Etienne Fajon insiste beaucoup en disant que Waldeck Rochet a présenté le rapport au nom du Bureau Politique unanime. Sans doute est-ce à cause de cette unanimité qu'on ne savait pas, quelques jours avant le C.C., lequel de ces camarades unanimes parlerait au nom des autres !

Le lendemain l'Humanité annonce la décision du Comité Central : soutien à la candidature Mitterand.

Ainsi, à deux mois de l'élection présidentielle, les militants sont mis devant le fait accompli. Le Parti appelle à voter Mitterand, sans que jamais la direction ait fait appel à l'avis des cellules. Au contraire, depuis des mois, cette question était émise dans les discussions. Maintenant la décision est prise, elle va « descendre » dans les cellules pour y être appliquée.

Au militant non convaincu de la justesse de cette position on rappelle inmanquablement la confiance qu'il faut avoir dans la direction du Parti pour appliquer la ligne unitaire, surtout dans une situation si complexe et si délicate ! On ajoute que la vie est sans cesse changeante, à tel point que tout principe d'action risque d'être remis en cause par des éléments nouveaux, dont il faut savoir tenir compte. Le texte du 17^{ème} Congrès ? C'était à cause de la candidature de Defferre ; et c'est précisément le mérite de notre direction d'avoir su saisir ... etc ...

Et voilà entérinée la décision du Comité Central. Les arguments dont les militants doivent être armés dans cette campagne, pour se convaincre eux-mêmes, convaincre leurs camarades et susciter l'appui des électeurs, c'est Waldeck Rochet qui les donne lui-même dans son rapport au Comité Central de Drancy :

● 2) Le rapport de Waldeck Rochet

Au militant qui se demande quelles forces sociales représente Mitterand, la lecture du rapport de Waldeck Rochet n'apporte aucune réponse. En effet ce rapport ne contient aucune analyse sérieuse des classes et couches sociales : il y a les monopoles et le reste de la nation. Pas l'ombre d'une contradiction à l'intérieur de la masse des non-monopolistes. En résumé, aucune analyse marxiste de la situation française. Nous sommes emmenés dans un monde d'opinions, flottant entre ciel et terre, de « bons démocrates » de « Français et Françaises attachés à la vraie grandeur de la France », d'« hommes de gauche », (17) de gens à « idéal républicain ».

Et il faut que tous ces honnêtes gens aillent ensemble à la bataille des élections présidentielles.

Ces élections présidentielles, Waldeck Rochet ne va nullement tenter de les démystifier. Au contraire elles sont, dit-il, « une étape importante », tout comme si les communistes avaient oublié que des élections organisées par un gouvernement bourgeois ne sont qu'un semblant de démocratie, une soupape de sûreté ouverte de temps à autre. Lénine, dans *L'Etat et la Révolution* écrit :

Décider périodiquement pour un certain nombre d'années quel membre de la classe dirigeante foulera aux pieds, écrasera le Peuple au Parlement, telle est l'essence véritable du parlementarisme bourgeois, non seulement dans les monarchies constitutionnelles parlementaires mais encore dans les républiques les plus démocratiques.

Dans le même ouvrage il condamne ceux qui pensent et répandent l'idée que le suffrage universel :

est capable de traduire réellement la volonté de la majorité des travailleurs et d'en assurer l'accomplissement.

Tout ceci est encore plus vrai pour le régime présidentiel que nous subissons. Faire de cette élection « une étape importante » revient tout simplement à entrer dans la mystification gaulliste ; cela revient à renforcer les illusions de ceux qui croient, qu'en choisissant leur président de la république, ils peuvent changer l'orientation politique du gouvernement de la bourgeoisie. Ne pas démystifier cette élection, et ne

(17) « gauche » : dans le Parti, on nous a pendant longtemps appris que ce mot ne signifiait rien : notamment, au cours de la création du P.S.U. : « gauche » par rapport à quoi ? Seules les positions de classe comptent, disait-on.